



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Contre le «Pacte de responsabilité» Par la grève et dans la rue Il y a urgence à faire entendre la voix des travailleurs et des classes populaires

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 13 MARS 2014

Gattaz l'avait annoncé: il n'y aura pas de contreparties aux cadeaux que Hollande a promis au patronat, lors de ses vœux 2014.

Le gouvernement se couche devant le MEDEF et c'est sans honte que les directions syndicales CFDT, CFE-CGC et CFTC viennent de donner leur approbation à cette politique désastreuse pour les classes populaires.

Un Pacte contre les travailleurs

La principale disposition du «Pacte de responsabilité» devait être la suppression des cotisations des entreprises à la branche famille de la Sécurité Sociale, soit 30 Milliards d'€, avec l'ouverture d'une négociation sur de soi-disant «*contreparties claires, précises, mesurables, vérifiables*».

La négociation sur les «contreparties», à laquelle toutes les directions syndicales ont participé au nom du «dialogue social» prôné par ce gouvernement, s'est soldée par une sinistre farce.

Les directions des confédérations CFDT, CFTC, CGC ont signé avec le MEDEF un «relevé de conclusions» qui prévoit «*d'ouvrir des discussions en vue d'aboutir à un relevé de conclusions signé, ou des négociations en vue d'aboutir à un accord, précisant des objectifs quantitatifs et qualitatifs en termes d'emploi*». C'est-à-dire aucun engagement.

Le débat au Parlement aura lieu fin avril. Mais déjà, on sait que le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), cadeau de 20 milliards d'€ aux entreprises serait maintenu, ainsi que la baisse de 50 Milliards des dépenses publiques en 3 ans.

A cela s'ajouteraient 10 milliards d'€ d'exonérations de la part patronale des cotisations sociales.

Ainsi étendues, dès 2015, aux salaires jusqu'à 2,1 SMIC (3 030 €), cela permettrait aux employeurs de ne plus verser la part patronale des cotisations pour 90 % des salariés, entraînant à terme l'assèchement total du financement des

branches famille, maladie, accident du travail et vieillesse de la Sécurité sociale.

Se mobiliser pour gagner

Contre ce gouvernement, il y a nécessité d'une riposte à la hauteur de l'attaque. Mais pour gagner, nous devons tirer les leçons des mobilisations sur les retraites où les journées d'action successives et éclatées dans le temps n'ont pas permis de gagner.

Le fait que les attaques soient portées par un gouvernement de gauche, avec le soutien d'une partie des directions syndicales, constitue une difficulté supplémentaire.

Cette mobilisation devra s'appuyer sur l'ensemble du mouvement social, syndical, associatif, politique, sur tous ceux et celles qui refusent toute la logique du «Pacte de responsabilité» et sont décidés à affronter le patronat et le gouvernement.

Seul un blocage total de l'activité économique pourra faire reculer le pouvoir et les possédants. Nous devons nous fixer comme objectif la grève générale.

Ne pas laisser la rue à la droite et à l'extrême-droite

La journée de grève et de manifestations du mardi 18 mars à l'appel de CGT, FO, FSU, Solidaires constitue une première occasion de dire «tous ensemble» notre opposition à ce plan d'attaques contre les travailleurs, même si l'appel ne réclame pas clairement le retrait du Pacte et la fin du dialogue social.

L'organisation d'une manifestation nationale unitaire à Paris, le week-end des 12 et 13 avril, à l'initiative des organisations de la gauche politique et syndicale qui ne participent pas à la majorité gouvernementale et des associations qui militent pour la défense des droits sociaux et démocratiques, pourra en être l'étape suivante.

Contre ce gouvernement qui n'obéit qu'à la droite et au MEDEF tout en renforçant l'extrême-droite.



CENTREAFRIQUE: ENJEU STRATÉGIQUE POUR L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

L'intervention militaire française en Centrafrique va durer, comme dure déjà depuis plus d'un an celle au Mali.

Depuis 35 ans, la France, « pays des droits de l'homme », met en place ou démet les présidents, en fonction de leur docilité. Elle les écarte dès qu'ils se tournent vers d'autres pays pour développer des partenariats économiques. De ce fait, les parts de marché dans la zone d'influence « française » continuent à se dégrader au profit de la Chine ou d'autres pays dits « émergents ». Dans le contexte du marasme économique mondial, l'Afrique apparaît comme une nouvelle source potentielle de profits. Les interventions militaires des « hyènes » impérialistes, en concurrence sur le terrain, sont les conséquences de cette avidité permanente. Le but immédiat de l'intervention française est de reprendre le contrôle sur le pays. Les entreprises françaises sont très présentes en Centrafrique (Air France, Bolloré dans le chemin de fer et l'exploitation forestière, Total, Orange...). La situation géographique particulière de la Centrafrique, au milieu du continent, renforce son utilité pour se relancer à la « reconquête de l'Afrique ».

Et qu'importent les milliers de morts si cela renforce les bénéfices des sociétés du CAC 40... Il n'y aura jamais de fin au pillage forcé des richesses de l'ensemble du continent africain tant que le système capitaliste sera en place. **Alors bien sûr, en tant que militants internationalistes et anticapitalistes, nous exigeons le départ de l'Afrique de toutes les troupes impérialistes, à commencer par celles de la France, et nous réaffirmons que le combat pour l'émancipation des peuples d'Afrique est indissociable du combat pour le renversement du capitalisme.**

HALTE À LA CRIMINALISATION DE L'ACTION SYNDICALE

Alors que des coups de plus en plus durs sont portés contre les conditions de vie et de travail des classes populaires, on assiste depuis quelques mois à une offensive visant à traiter comme des criminels les militants qui luttent et organisent les résistances. Après les procès visant des syndicalistes CGT à Roanne et à Lyon, c'est au Havre que 4 responsables de l'Union locale CGT ont été traînés devant le tribunal correctionnel, il y a 3 semaines, pour 2 affaires n'ayant aucun lien entre elles. Sauf le choix du procureur de la République de les juger le même jour pour faire un exemple en réclamant de la prison à leur encontre.

Dans la première affaire, 4 militants sont poursuivis pour avoir couvert d'affiches les vitres du local du PS et embarqué la plaque de la députée, après l'avoir dévissée. C'était à l'issue de la journée de mobilisation nationale contre la réforme des retraites, le 10 septembre dernier. Le procureur réclame 2 mois de prison avec sursis. Dans la deuxième affaire, 2 militants sont poursuivis, suite à

une altercation avec un huissier. C'était en janvier, alors qu'ils soutenaient les salariés d'une entreprise en grève pour les salaires. Sans preuve de ce qui leur est reproché, le procureur réclame pourtant 6 mois ferme. Le jugement sera rendu le 31 mars.

Ce qui est certain, c'est que les procureurs font preuve de moins de zèle quand il s'agit de sanctionner des patrons voyous ou des gros délinquants financiers.

DANS LES ÉLECTIONS, FAIRE ENTENDRE UNE VOIX ANTICAPITALISTE

Contre ce gouvernement, il est temps de faire entendre notre colère et de saisir toutes les occasions pour le faire. Les élections municipales du 23 mars en sont une, là où des listes exprimant l'opposition du monde du travail au gouvernement se présentent. Pour faire entendre une voix anticapitaliste, le NPA sera présent sur près de 90 listes. Ces listes, soutenues ou présentées par le NPA, seront indépendantes, au premier et au second tour, des partis engagés dans la politique de casse sociale du gouvernement.

Cette première échéance électorale depuis l'élection de François Hollande sera l'occasion de sanctionner le gouvernement et de dire stop à sa politique, tout en rejetant la démagogie de la droite et les idées racistes et nationalistes de l'extrême droite.

Pour renforcer le camp de ceux et celles qui refusent de baisser la tête et de se résigner, le 23 mars, votez pour les listes soutenues par le NPA :

à Canteleu,

liste « Canteleu à gauche vraiment »,

soutenue par NPA, PG, Ensemble

à Rouen,

liste « Rouen à gauche vraiment »,

soutenue par le NPA

⇒ **Réunion publique mercredi 19 mars**

20h00 - Halle aux Toiles - Rouen

à Saint-Étienne du Rouvray,

liste « Saint-Étienne Vraiment à gauche »,

soutenue par le NPA

⇒ **Réunion publique jeudi 20 mars**

19h00 - Centre Georges Déziré - Rue de Paris

à Sotteville-lès-Rouen,

liste « Sotteville à gauche vraiment »,

soutenue par NPA, Alternatifs, GA, PG, FASE

⇒ **Réunion publique mercredi 19 mars**

20h30 - Salle Ambroise Croizat

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique